

Entretien paru dans le supplément du 12 octobre 2005

8e Rendez-vous de l'histoire : Religion et politique

Jean-Christophe ATTIAS ET Esther BENBASSA : "Dissocier le génocide du conflit israélo-palestinien"

Les deux historiens sont directeurs d'études à L'EPHE, directeurs de la collection « Les Dieux dans la Cité » (Fayard).

La Nouvelle République :

En France, on connaît — ou croit bien connaître — le catholicisme. L'islam, beaucoup moins. Enfin, le judaïsme semble ne rien dire du tout au grand public, si ce n'est par le biais des tragédies qui l'ont frappé. Pourriez-vous rappeler ses fondements historiques et spirituels ?

J.-C. A. :

«Le judaïsme est une religion et plus largement une civilisation portée par un peuple dispersé depuis des siècles qui se réclame d'une double tradition. Une tradition écrite, l'Ancien Testament, qu'il partage avec le christianisme, et une tradition orale qui lui est propre et s'est sédimentée dans de vastes corpus comme le Talmud. Pour le judaïsme, ces deux traditions font ensemble la Torah, l'Enseignement reçu par Moïse au Sinaï et transmis au fil de générations successives de Sages. Cet enseignement, rigoureusement monothéiste, comporte des principes éthiques et des prescriptions rituelles — 613 commandements — dont l'observance s'impose à chaque juif. Certes, au gré des migrations et des évolutions affectant les sociétés non juives d'accueil, la civilisation juive s'est enrichie de multiples emprunts et a connu une diversification croissante. La distinction entre Ashkénazes, juifs originaires d'Europe centrale et orientale, et Sépharades, juifs originaires d'Espagne et d'Orient, n'en donne qu'une idée simplifiée.»

NR :

Les juifs se sont souvent retrouvés dispersés à travers le monde. N'illustrent-ils pas un modèle quasi idéal d'intégration, tout en conservant le plus souvent une identité forte, religieuse ou non ?

J.-C. A. :

«Jusqu'à leur accès à la citoyenneté, acquis en France en 1790-1791, les juifs ont vécu dans le cadre de communautés semi-autonomes, pour l'essentiel régies selon leur propre droit. Reste que, dans bien des cas, la loi s'imposant aux communautés était bien sûr celle des autorités non juives, lesquelles n'ont jamais hésité, lorsqu'elles le jugeaient nécessaire, à s'immiscer dans leurs affaires internes. Les juifs ont ainsi développé des stratégies éprouvées de survie et de négociation avec la société environnante. Cette ancienne expérience de la condition minoritaire et diasporique leur a été utile y compris une fois qu'ils furent devenus des citoyens à part entière des États où ils vivaient. Loyaux à leur nouvelle patrie, beaucoup restèrent aussi fidèles à leur héritage, soit en demeurant pratiquant, soit en partageant la mémoire laïcisée d'une culture et d'une histoire communes. De fait, pour beaucoup, aujourd'hui, l'identité juive se décline principalement comme attachement à l'État d'Israël et comme mémoire revendiquée du génocide.»

E. B. :

«Pour les religieux, la question identitaire se pose dans des termes différents. Ils trouvent leurs

repères dans l'observance et la relation avec Dieu. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne se posent pas de questions. Les juifs sécularisés, dont l'ancrage dans le judaïsme se réduit souvent à des symboles et à une appartenance aux contours flous, ressentent eux le besoin de marqueurs identitaires forts comme Israël et la mémoire de la Shoah. Que les enfants des survivants du génocide restent fortement attachés à cette mémoire se comprend. Mais cette mémoire rassemble aujourd'hui tous les juifs, y compris ceux issus d'Afrique du Nord qui n'ont pas subi les effets du génocide frontalement, mais qui la revendiquent comme partie indissociable de leur identité. Cette mémoire est certes au cœur de l'histoire contemporaine des juifs. Mais l'assumer comme élément identitaire principal peut à la longue freiner la dynamique du groupe et sa créativité, en l'empêchant de se tourner vers l'avenir. Cultiver la mémoire à l'excès produit de l'oubli. En revanche, la mise en contexte de la Shoah avec d'autres génocides, en l'universalisant, la rend plus lisible. Elle l'historicise et lui assure une authentique pérennité. Et si elle ne produit pas de leçon toute faite, elle permet au moins de mieux saisir ses mécanismes sociopolitiques qui conduisent aux tueries de masse et encourage à exercer une vigilance de tous les instants face à toute discrimination.»

NR :

Si contester la réalité de la Shoah est une monstruosité, saurait-on justifier par le génocide certains débordements du gouvernement israélien ? E. B. : «A des moments de tension au Proche-Orient, la mémoire de la Shoah est réactivée par des politiques israéliens et des activistes communautaires de diaspora pour redresser, lorsque nécessaire, l'image d'Israël écornée dans l'opinion publique et pour disqualifier la cause palestinienne. Ce qui conduit à une banalisation du génocide qui, à moyen terme, risque de se retourner contre les juifs. La mise en avant de cette mémoire ne fait pas avancer l'idée de paix entre Israéliens et Palestiniens. Au contraire, elle forme un écran en stimulant une concurrence des mémoires victimaires. Il est temps qu'on dissocie le génocide du conflit israélo-palestinien et qu'on regarde la situation telle qu'elle est : Israël doit continuer à exister, un État palestinien doit voir le jour, et les deux États sont condamnés à apprendre à vivre ensemble dans des frontières sûres et respectées.»

Infos:

J.-C. Attias animera un débat sur «Les usages politiques de la Bible et du Coran», samedi, à 11 h. E. Benbassa participera à un débat sur «Les enseignants ont-ils (encore) une culture religieuse ?», vendredi, à 14 h, et à un café historique sur «Les communautarismes», samedi, à 15 h. Ils présenteront ensemble l'ouvrage qu'ils dirigent sur «Le fait religieux» au stand Fayard, samedi, à 17 h 30.